

**Accord national**

**FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES SCIERIES AGRICOLES  
ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES**

---

ACCORD DU 29 SEPTEMBRE 2010  
RELATIF À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS  
DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

NOR : AGRS1297065M

**PRÉAMBULE**

Exprimant une volonté commune de poursuivre une politique de développement de la formation professionnelle et de l'insertion au bénéfice des entreprises et des salariés dans les scieries agricoles et les exploitations forestières, les parties signataires conviennent des dispositions qui suivent :

**TITRE I<sup>ER</sup>**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Faisant suite à la signature de l'accord national intersecteurs du 29 juin 2010 portant création de l'organisme paritaire collecteur agréé 3+ (OPCA 3+) relevant des secteurs du bois et de l'ameublement, des matériaux pour la construction et l'industrie et de l'intersecteurs des papiers cartons, les parties signataires décident que les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord devront verser à l'OPCA 3+ les contributions formation pour lesquelles celui-ci a compétence de collecte, dans les conditions fixées au titre II du présent accord.

**Article 2**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire métropolitain, aux entreprises des activités suivantes :

Entreprises agricoles représentées par la fédération nationale du bois visées à l'article L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime (à l'exclusion de l'ONF) dont :

NAPE/NAF

Exploitations forestières : 0220/020.B.

Scieries agricoles : 4801/201 A.

TITRE II

**DISPOSITIONS RELATIVES À LA COLLECTE  
DES CONTRIBUTIONS FORMATION PAR « OPCA 3+ »**

**Article 3**

*Contributions formation des entreprises de 10 salariés et plus*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, année N, au titre des salaires versés au cours de l'année N – 1, les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord et employant 10 salariés et plus sont tenues de verser à l'OPCA 3+ :

La contribution professionnalisation :

- de 0,15 % pour les entreprises de 10 à moins de 20 salariés ;
- de 0,50 % pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Cette contribution est destinée notamment au financement des contrats et des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation.

L'obligation conventionnelle est versée au 28 février.

La contribution plan de formation :

1. Au minimum 0,50 % de la masse salariale.

La contribution à reverser au fond paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP) au titre du plan de formation sera appelée en plus de cette obligation conventionnelle, faute d'un accord prévoyant des dispositions autres et notamment la prise de tout ou partie des fonds à reverser au FPSPP sur les fonds de professionnalisation.

L'obligation conventionnelle est versée en deux fois :

- 0,30 % au 30 avril ;
- 0,20 % au 30 septembre.

Les entreprises peuvent verser à l'OPCA 3+ l'intégralité des sommes relatives à leur plan de formation.

2. Le solde des sommes qui n'auront pas fait l'objet d'une exonération directe ou d'un engagement de dépenses au cours de l'année N – 1.

**Article 4**

*Contributions formation des entreprises de moins de 10 salariés*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, année N, au titre des salaires versés au cours de l'année N – 1, les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord et employant moins de 10 salariés sont tenues de verser à l'OPCA 3+ :

- la contribution professionnalisation de 0,15 % destinée notamment au financement des contrats et des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
- ainsi que la contribution plan de formation de 0,40 %, destinée notamment aux actions de formation mises en œuvre dans le cadre du plan de formation.

L'obligation conventionnelle est versée au 28 février.

TITRE III

**DISPOSITIONS DIVERSES**

**Article 5**

*Date d'effet*

Le présent accord n'entrera en vigueur qu'à compter de la date à laquelle l'OPCA 3+ obtiendra l'agrément prévu par le code du travail pour lui permettre d'assurer la collecte et la gestion des

fonds de la formation professionnelle continue et sous réserve de la conclusion entre l'OPCA 3+ et l'association technique de gestion de la convention prévue à l'article 7 de l'accord du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3+.

Sous ces réserves, il pourrait donc s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, année N, au titre des salaires versés au cours de l'année N – 1, pour les collectes réalisées par l'OPCA 3+ au 28 février 2012.

Les parties conviennent de se rencontrer en cas de difficulté d'application du présent accord.

## **Article 6**

### *Clause de sauvegarde*

Le présent accord annule et remplace toutes dispositions antérieures ayant le même objet.

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec des obligations ultérieures d'origine législative, réglementaire ou conventionnelle relatives à la collecte et/ou à l'affectation de fonds de la formation professionnelle et ayant une incidence sur le présent accord.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

## **Article 7**

### *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt auprès des services compétents du ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent accord.

## **Article 8**

### *Adhésion*

Toute organisation professionnelle ou syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et modalités prévues à l'article L. 2261-3 du nouveau code du travail.

## **Article 9**

### *Dénonciation. – Révision*

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent accord pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter de la fin du préavis.

Fait à Paris, le 29 septembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

Fédération nationale du bois.

### **Syndicats de salariés :**

FGA CFDT ;

FGTA FO ;

CFTC-Agri ;

CFE-CGC.